

LE RÉVÉIL

ÉDUCATION PUBLIQUE—RÉFORMES

ARTHUR BUIES, PROPRIÉTAIRE ET RÉDACTEUR

Vol. I

MONTREAL, SAMEDI, 4 NOVEMBRE 1876

No. 24

MONTREAL, 4 NOVEMBRE 1876

La politique est dans le pétrin ; cette bonne pâte de *nationaux* a fini par s'écrouler ; on ne pourra plus rien en tirer, après l'avoir tant délayée, tant étendue, pas même des galettes plates. Il reste de ce parti ce qui colle aux doigts, voilà tout. Formé d'éléments composites, à chacun desquels il lui a fallu faire une concession, il est venu à rien quand il n'a plus eu rien à concéder ; et comme il n'a jamais osé réclamer quelque chose, comme il n'a jamais rien indiqué de ce qu'il fallait faire, il est réduit naturellement à ne plus être.

Lorsque les libéraux, les vrais, se laissèrent aller à entrer dans cette masse incohérente, faite de mécontents, de dégoûtés et d'avidés, sans liaisons, sans tendances communes, sans principe ni objet défini, ils crurent devoir accepter les circonstances, qu'elles qu'elles fussent, dans l'espoir de les faire tourner un jour au profit de leurs idées ; la première question pour eux, l'objet essentiel était d'en finir avec le règne des conservateurs qui symbolisait l'hypocrisie arrogante et la corruption effrénée. Voyant qu'il se faisait une réaction puissante, que le parti conservateur lui-même se démembraient, que bon nombre de gens honnêtes s'en détachaient, parce qu'ils ne pouvaient en conscience le suivre dans tous ses excès, les libéraux, fascinés par une fortune subite, crurent à un changement dans le fond des choses ; ils crurent que leur jour était venu enfin, et qu'avec quelques ménagements au début, beaucoup de conciliation, de la renonciation même, car il en fallait, ils ne tarderaient pas à voir les choses prendre fatalement le cours normal qu'elles auraient pris dans tout autre pays où il y a une opinion publique. Mais voilà ! Ils avaient compté sans cet auxiliaire indispensable ; l'opinion publique. Ils furent emportés, submergés, étouffés dans la masse ; ils avaient pris un courant détournant sa course pour un revirement dans les idées ; ils crurent voir des adeptes et des partisans là où il n'y avait qu'une foule pressée à la curée, impatiente de goûter au pouvoir, se poussant, se ruant à cette chose appelée l'administration qui représente le plus haut degré des aspirations canadiennes.

Les hommes, qui avaient toute leur vie lutté pour des principes, disparurent dans l'épais mélange où ils étaient venus s'engluer, ou bien ils s'en échappèrent à temps, comme les honorables MM. Dorion, Fournier et autres, après avoir reconnu l'impossibilité de rien faire pour le progrès intellectuel du pays. Ces hommes gênaient les longs rangs serrés qui attendaient derrière eux et dont ils étaient le cauchemar, le remords. Plus de principes, plus de libéralisme : le pouvoir à tout prix. "Descendons encore dans l'abîme des concessions, s'il en reste à faire ; ne soyons rien pour qu'on n'ait pas peur de nous ; dépouillons tout, pour que la malignité ou l'astuce de nos adversaires ne trouve plus où nous prendre ; répudions toute idée, toute tendance ; renonçons, renonçons, afin que le public soit enfin convaincu qu'il n'a rien à redouter d'un fantôme. De cette façon du moins, on nous laissera en paix, et nous le tiendrons et nous le garderons, ce picotin des bonnes gens, ce bon gâteau du pouvoir qui ne rassit jamais."

Cela dure depuis deux ans. Sur toutes les questions essentielles on s'est abstenu ; on a bien répété, quand on a cru pouvoir le faire sans danger, quelques échos du dehors qui apportaient un peu de vie dans l'atmosphère où nous suffoquons ; on a même été jusqu'à reproduire l'abbé Chandonnet, sous le couvert du caractère dont il est revêtu, pour se faire pardonner une pareille audace, mais on n'a pris l'initiative de rien. Cette attitude purement défensive, cet état de passivité inerte a produit le marasme. Ce qui n'a pas de vie ne peut pas enfanter, et dans aucun pays du monde, fût-ce même au Canada, un parti qui ne représente rien ne saurait exister. Il faut en revenir au point de départ, retourner en arrière d'un quart de siècle, et reprendre les insignes, le programme et la devise des vrais libéraux. Ceux qui ne font rien pour former une opinion publique n'ont pas à se plaindre de ce qu'elle n'existe pas, et si le poids inconscient en retombe sur eux, qu'ils s'accusent. Personne n'a le droit de compter à moins d'avoir une valeur, de signifier quelque chose, et il vaut mieux être battu à tous les polls en tenant à la main un drapeau quelconque, que de l'être